

BILAN ACTIF

	31/12/2006			31/12/2005
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val similaires	2 850	2 774	77	380
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	47 245	42 232	5 013	2 789
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)	50 095	45 006	5 090	3 169
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services	3 084		3 084	
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances d'exploitation (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	75 198		75 198	75 008
Autres créances	158 513		158 513	113 413
Valeurs mobilières de placement	17 549		17 549	17 549
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	73 845		73 845	90 934
Charges constatées d'avance (3)	2 536		2 536	2 318
TOTAL (II)	330 726		330 726	299 222
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+V)	380 822	45 006	335 816	302 391
(1) dont droit au bail				
(2) dont à moins d'un an				
(3) dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisé par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

BILAN PASSIF

		31/12/2006	31/12/2005
		Net	Net
FONDS ASSOCIATIFS			
Fonds propres			
Fonds associatifs sans droit de reprise		30 160	28 633
<i>Dont legs et don avec contrepartie d'actifs immo, subv d'invest affectés à des biens renouvelables</i>			
Ecarts de réévaluation			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau			
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)		6 889	1 526
Autres fonds associatifs			
Fonds associatifs avec droit de reprise			
Résultats sous contrôle des tiers financeurs			
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		2 832	
Provisions réglementées			
Droits des propriétaires (Commodat)			
TOTAL	(I)	39 881	30 160
Comptes de liaison	(II)		
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges		1 125	
TOTAL	(III)	1 125	
FONDS DEDIES			
Sur subventions de fonctionnement		76 130	100 377
Sur autres ressources			
TOTAL	(IV)	76 130	100 377
DETTES (1)			
Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)			
Emprunts et dettes financières divers (3)			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		43 986	12 489
Dettes fiscales et sociales		98 006	92 605
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		12 576	12 891
Produits constatés d'avance (1)		64 112	53 869
TOTAL	(V)	218 680	171 854
Ecarts de conversion passif	(VI)		
TOTAL GENERAL	(I+II+III+IV+V+VI)	335 816	302 391
(1) Dont à moins d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		218 680	171 854
(1) Dont à plus d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)			
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque			
(3) dont emprunts participatifs			
ENGAGEMENTS DONNES			

COMPTES DE RESULTAT

		31/12/2006	31/12/2005
		Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de marchandises			
Production vendue			
Prestations de services		77 915	114 445
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION		77 915	114 445
Production stockée		3 084	
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation		290 349	265 529
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		48	3 849
Collectes			
Cotisations		13 163	
Autres produits		4	535
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	(I)	384 563	384 358
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stocks (marchandises)			
Achats de matières premières et autres approvisionnements			
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)			
Autres achats et charges externes (2)		120 959	90 726
Impôts, taxes et versements assimilés		6 126	8 315
Salaires et traitements		178 776	155 671
Charges sociales		91 276	79 901
Autres charges de personnel			
Dotations aux amortissements sur immobilisations		4 154	4 298
Dotations aux dépréciations sur immobilisations			
Dotations aux dépréciations sur actif circulant			
Dotations aux provisions pour risques et charges			
Autres charges		593	2
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (3)	(II)	401 885	338 914
1- RESULTAT D'EXPLOITATION	(I-II)	17 323	45 444
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Excédent attribué ou déficit transféré	(III)		
Déficit supporté ou excédent transféré	(IV)		
PRODUITS FINANCIERS			
De participations (4)			
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)			
Autres intérêts et produits assimilés (4)		2	2
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	(V)	2	2
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
Intérêts et charges assimilées (5)			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	(VI)		
2- RESULTAT FINANCIER	(V-VI)	2	2
3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	(I-II-III-IV-VI)	17 320	45 446

COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2006	31/12/2005
		Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		2 807	8 385
Sur opérations en capital		312	
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	(VII)	3 118	8 385
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		109	4 054
Sur opérations en capital		1 125	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	(VIII)	1 234	4 054
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(VII-VIII)	1 884	4 331
Impôts sur les bénéfices	(IX)	1 125	1 125
TOTAL DES PRODUITS	(I+III+V+VII)	387 684	392 745
TOTAL DES CHARGES	(II+IV+VI+VIII+IX)	404 244	344 093
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE		-16 560	48 652
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		77 231	21 251
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		53 782	68 377
6 - EXCEDENT OU DEFICIT		6 889	1 526
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		2 827	2 599
(2) dont redevances sur crédit-bail mobilier			
dont redevances sur crédit-bail immobilier			
(3) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(4) dont produits concernant des entreprises liées			
(5) dont intérêts concernant des entreprises liées			
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits			
Bénévolat			
Prestations en nature			
Dons en nature			
TOTAL			
Charges			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2006 au 31/12/2006

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des points mentionnés au paragraphe "Changements de méthode"
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant du règlement n°99-01 du Comité de la Réglementation Comptable du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations

Immobilisations corporelles & incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires)

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels	1 ans
- Mobilier	5 à 10 ans
- Matériel de bureau & informatique	3 à 8 ans

En-cours de production de services

Le Chiffre d'Affaires relatif aux contrats à long terme est comptabilisé selon la méthode dite à l'avancement (les opérations concernées font toujours l'objet d'une facturation totale au début de l'opération) Le résultat à terminaison ne pouvant pas être estimé de manière fiable, aucun profit n'est dégagé : les produits dégagés à l'avancement sont pris en compte dans la limite des coûts correspondants. Ainsi, si les produits dégagés se trouvent être supérieurs aux coûts engagés, un produit constaté d'avance est comptabilisé pour le montant de la différence. Le cas échéant, la part des coûts engagés supérieure au montant des produits dégagés fait l'objet d'une comptabilisation en stock de travaux en-cours.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur liquidative du portefeuille de titres détenus par l'association au 31 décembre 2006 s'élève à 19 323 €. Il existe donc une plus value latente de 1 774 € sur ce dernier à cette même date.

Créances & dettes

Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Concernant les créances, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation font l'objet d'une comptabilisation dès lors que la convention attributive correspondante a été obtenue

Concernant les subventions d'exploitation faisant l'objet d'une convention triennale, par principe de prudence, les montants à recevoir au titre des exercices ultérieurs font l'objet d'une mention en engagements financiers reçus lorsque le montant de la subvention attendue figurant sur la convention correspondante peut éventuellement être revu à la baisse.

Réciproquement figure en engagements financiers donnés le même montant, les subventions mentionnées ci-dessus étant octroyées pour réaliser des opérations déterminées

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements reçues sont reprises au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement des biens ayant fait l'objet de tels financements

Indemnités de départ à la retraite

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable. L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon retrospective avec prorata temporis sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'association (âge à la date de clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques à l'association (convention collective, hypothèses de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisible du personnel & taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation de 2,5%

Jusqu'au 31 décembre 2005, cette évaluation était réalisée sur la base d'une méthode dite prospective. A compter des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006, celle-ci est désormais calculée selon une méthode prospective avec prorata temporis

Les montants éventuellement couverts par une assurance spécifique sont mentionnés en engagements reçus.

Droit Individuel à la Formation (DIF)

Les droits acquis par les salariés au regard du DIF à la date de clôture et non utilisés sur la période font l'objet d'un engagement financier donné par l'association. Du fait de sa nature, cet engagement n'est pas valorisé en euros et il est simplement fait mention du volume horaire acquis par les salariés et non réclamé par ces derniers à la date de clôture

Statut fiscal de l'association

Compte tenu de l'évolution législative du 16 juin 2006 relative au traitement des subventions au regard de la TVA et de l'évolution de l'activité de l'association, le statut fiscal de cette dernière peut potentiellement évoluer de manière significative. A ce jour, l'association a été soumise à tous les impôts commerciaux (TVA, Taxe Professionnelle & Impôt sur les sociétés). Du fait des modifications évoquées, nous estimons que l'activité de l'association pourrait être sectorisée : un secteur totalement fiscalisé et l'autre pas. Une demande a été réalisée en ce sens auprès de l'administration fiscale pour valider ce point. Aucune réponse n'a été obtenue à ce jour, raison pour laquelle les comptes ont été arrêtés sur les mêmes bases que les années précédentes. Si l'association devait faire l'objet d'une sectorisation sur le plan fiscal, l'impact de ce changement (non chiffré à ce jour) se traduirait par une amélioration de la situation financière aussi bien en terme de résultat qu'en terme de trésorerie

IMMOBILISATIONS

Cadre A		Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
			Reévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement et de développement			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles			383
	Total I			
	Total II	2 467		
Immobilisations corporelles				
	Terrains			
	Constructions sur sol propre			
	Constructions sur sol d'autrui			
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			
	Installations générales, agencements et aménagements divers			
	Matériel de transport			
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	45 416		5 691
	Emballages récupérables et divers			
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	Total III	45 416		5 691
Immobilisations financières				
	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations			
	Autres titres immobilisés			
	Prêts et autres immobilisations financières			
	Total IV			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		47 883		6 074

Cadre B		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Reévaluations Valeur d'origine
		Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles					
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			2 850	
Immobilisations corporelles					
	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	Constructions sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements, aménagements constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				
	Installations générales, agencements et aménagements divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et informatique, mobilier		3 862	47 245	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Total III		3 862	47 245	
Immobilisations financières					
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières				
	Total IV				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			3 862	50 095	

AMORTISSEMENTS

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Valeur en début d'ex.	Augment Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement et de développement	Total I				
Autres immobilisations incorporelles	Total II	2 087	687		2 774
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Instal générales, agenc et aménag constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements et aménagements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier		42 626	3 467	3 862	42 232
Emballages récupérables et divers					
Total III		42 626	3 467	3 862	42 232
TOTAL GENERAL (I+II+III)		44 713	4 154	3 862	45 006

Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOIR							
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets amort. à fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Immo. incorporelles							
Frais d'établissement Total I							
Aut immo incorp Total II							
Immo. corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst gén, agenc amén const							
Inst techn, mat outil indus							
Inst gén, agenc, amén divers							
Matériel de transport							
Mat bureau, inform, mobilier							
Emballages récup et divers							
Total III							
TOTAL GENERAL (I+II+III)							

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES		Montant net début d'ex.	Augmentations	Dotations ex. aux amort.	Montant net en fin d'ex.
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant au début de l'exercice	Augmentations Dotations exercice	Diminutions Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av 01/01/92				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total I				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges			1 125	1 125
Total II			1 125	1 125
Provisions pour dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients, usagers, adhérents				
Autres provisions pour dépréciations				
Total III				
TOTAL GENERAL (I+II+III)			1 125	1 125
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles			1 125	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A l'an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1)				
Autres immobilisations financières				
De l'actif circulant				
Clients, usagers, adhérents douteux ou litigieux				
Autres créances clients, usagers, adhérents				
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Partenaires divers				
Charges constatées d'avance				
Total		236 247	236 247	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A l'an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1)					
Fournisseurs et comptes rattachés					
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Confédération, fédération, union, associations affiliées					
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
Total		218 680	218 680		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	28 633	1 526		30 160
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
- Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	1 526	6 889	1 526	6 889
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- apports				
- legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		3 144	312	2 832
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Total	30 160	11 559	1 838	39 881

TABLEAUX DE SUIVI DES FONDS DEDIES

I- SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur les ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
		A	B	C	D = A - B + C
fonds dédiés sur subventions	100 377	100 377	78 029	53 782	76 130
Total	100 377	100 377	78 029	53 782	76 130

II- RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DE PUBLIC					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur les ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
		A	B	C	D = A - B + C
ous manuels					
Total					
Legs et donations					
Total					
Total					

PRODUITS A RECEVOIR

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2006	31/12/2005
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		1 135
Autres créances	3 122	646
Divers produits à recevoir	2 372	646
Etat - produits à recevoir	750	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	3 122	1 781

CHARGES A PAYER

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2006	31/12/2005
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
des fournisseurs et comptes rattachés	10 406	8 218
Dettes fiscales et sociales	23 702	24 846
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :		
Total	34 108	33 064

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits constatés d'avance	31/12/2006	31/12/2005
Produits d'exploitation	64 112	53 869
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	64 112	53 869

Charges constatées d'avance	31/12/2006	31/12/2005
Charges d'exploitation	2 536	2 318
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	2 536	2 318

DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

		31/12/2006	31/12/2005
Sur opérations en capital			
67800000	AUIRES CHARGES EXCEPTION	109	4 054
	Total	109	4 054
Dotations aux amortissements et provisions			
68750000	DOI PROV RISQ & CHARG EXC	1 125	
	Total	1 125	
	TOTAL GENERAL	1 234	4 054

DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

		31/12/2006	31/12/2005
Sur opérations de gestion			
77180001	PROD EXCEPT /OPER GESTION	2 807	8 385
	Total	2 807	8 385
Sur opérations en capital			
77700000	SUBV INVESTI VIREES RESUI I	312	
	Total	312	
	TOTAL GENERAL	3 118	8 385

Contributions volontaires en nature non comptabilisées

<u>Nature :</u> Mise à disposition des locaux dans lesquels est situé le siège social par le Conseil Général à titre gratuit	Non valorisé
<u>Importance :</u>	

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Articles 24-9 et 24-16)

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals, cautions et garanties	
Engagements de crédit-bail mobilier	9 373
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés	22 445
Autres engagements donnés :	
Droit Individuel à la Formation (DIF)	236 heures
Opérations à réaliser dans le cadre de subventions triénales	582 557
Total (1)	614 375

*(1) Dont concernant**- les dirigeants**- les filiales**- les participations**- les autres entreprises liées**Dont engagements assortis de sûretés réelles*

Engagements reçus	Montant
Subventions triénales à recevoir	582 557
Total (2)	582 557

*(2) Dont concernant**- les dirigeants**- les filiales**- les participations**- les autres entreprises liées**Dont engagements assortis de sûretés réelles*

Engagements réciproques	Montant
Total	

CREDIT BAIL

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 53)

Postes du bilan	Valeur d'origine	Dotations théoriques aux amortissements		Valeur nette théorique	Redevances	
		exercice	cumulées		exercice	cumulées
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	11 511	1 820	11 511		2 884	11 395
Immobilisations en cours						
Total	11 511	1 820	11 511		2 884	11 395

Postes du bilan	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel	Montant pris en charge dans l'exercice
	A un an au plus	A plus d'un an et moins de cinq ans	A plus de cinq ans	Total		
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	2 884	6 489		9 373	244	2 827
Immobilisations en cours						
Total	2 884	6 489		9 373	244	2 827

INSTITUT DES RISQUES MAJEURS

**9, rue Lesdiguières
38000 GRENOBLE**

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR L'EXERCICE CLOS LE 31.12.2006

INSTITUT DES RISQUES MAJEURS

Siège social : 9 rue Lesdiguières
38000 GRENOBLE

SOMMAIRE

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	1- 2
RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	3- 4
ANNEXES :	
Bilan au 31 12 2006	5- 6
Compte de résultat	7- 8
Annexe comptable	9-22

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006 sur :

- Le contrôle des comptes annuels de l'Institut des Risques Majeurs, tels qu'ils sont joints au présent rapport
- La justification des appréciations,
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration Il nous appartient, sur la base d'un audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après

Nous certifions que les comptes annuels de votre association sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exprimé à la page 8 de l'annexe concernant le statut fiscal de l'association

B

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre association a procédé au suivi des fonds dédiés restant à engager en fin d'exercice. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le bien fondé de l'approche retenue. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et donc contribuent à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie du rapport.

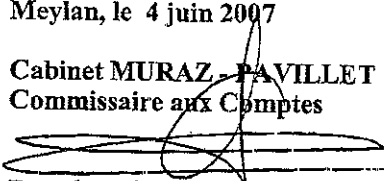
III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Meylan, le 4 juin 2007

Cabinet MURAZ - PAVILLET
Commissaire aux Comptes


Représenté par Christian MURAZ

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
Exercice clos le 31 décembre 2006**

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées

Conventions conclues au cours de l'exercice

En application de l'article 25-2 du décret du 1^{er} mars 1985, nous avons été avisés des conventions visées à l'article L 612-5 du Code de commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 25-1 du décret du 1^{er} mars 1985, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

2

Votre association a conclu des conventions avec des administrateurs :

Administrateur concerné : Conseil Général de l'Isère

Nature et objet : Le Conseil Général de l'Isère a accordé à votre association des subventions destinées à financer les actions spécifiques suivantes :

- Développement des plans de prévention et de mise en sécurité en Isère,
- Mise à jour du mémento du Maire,
- Valorisation du centre d'information et de documentation sur les risques majeurs,
- Développement de la base de données en ligne « mémoire du risque »,
- Développement d'une photothèque en ligne.

Modalités : Le montant octroyé s'élève à : 52 000 €

Meylan, le 4 juin 2007

Cabinet MURAZ-PAVILLET
Commissaire aux Comptes


Représenté par Christian MURAZ

A N N E X E

BILAN ACTIF

	31/12/2006			31/12/2005
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, dts & val similaires	2 850	2 774	77	380
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	47 245	42 232	5 013	2 789
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)	50 095	45 006	5 090	3 169
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services	3 084		3 084	
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances d'exploitation (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	75 198		75 198	75 008
Autres créances	158 513		158 513	113 413
Valeurs mobilières de placement	17 549		17 549	17 549
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	73 845		73 845	90 934
Charges constatées d'avance (3)	2 536		2 536	2 318
TOTAL (II)	330 726		330 726	299 222
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL (I + V)	380 822	45 006	335 816	302 391
(1) dont droit au bail				
(2) dont à moins d'un an				
(3) dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS				
Engagements nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisé par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

BILAN PASSIF

		31/12/2006	31/12/2005
		Net	Net
FONDS ASSOCIATIFS			
Fonds propres			
Fonds associatifs sans droit de reprise		30 160	28 633
<i>Dont legs et don avec contrepartie d'actifs immo, subv d'invest affectés à des biens renouvelables</i>			
Ecarts de réévaluation			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau			
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)		6 889	1 526
Autres fonds associatifs			
Fonds associatifs avec droit de reprise			
Résultats sous contrôle des tiers financeurs			
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		2 832	
Provisions réglementées			
Droits des propriétaires (Commodat)			
TOTAL	(I)	39 881	50 160
Comptes de liaison	(II)		
PROVISIONS			
Provisions pour risques		1 125	
Provisions pour charges			
TOTAL	(III)	1 125	
FONDS DEBIES			
Sur subventions de fonctionnement		76 130	100 377
Sur autres ressources			
TOTAL	(IV)	76 130	100 377
DETTES (1)			
Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)			
Emprunts et dettes financières divers (3)			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		43 986	12 489
Dettes fiscales et sociales		98 006	92 605
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		12 576	12 891
Produits constatés d'avance (1)		64 112	53 869
TOTAL	(V)	218 680	171 854
Ecarts de conversion passif	(VI)		
TOTAL GENERAL	(I+II+III+IV+V+VI)	335 816	302 391
(1) Dont à moins d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		218 680	171 854
(1) Dont à plus d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)			
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque			
(3) dont emprunts participatifs			
ENGAGEMENTS DONNES			

COMPTES DE RESULTAT

	31/12/2006	31/12/2005
	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services	77 915	114 445
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION	77 915	114 445
Production stockée	3 084	
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	290 349	265 529
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	48	3 849
Collectes		
Cotisations	13 163	
Autres produits	4	535
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	384 563	384 358
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)		
Autres achats et charges externes (2)	120 959	90 726
Impôts, taxes et versements assimilés	6 126	8 315
Salaires et traitements	178 776	155 671
Charges sociales	91 276	79 901
Autres charges de personnel		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	4 154	4 298
Dotations aux dépréciations sur immobilisations		
Dotations aux dépréciations sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	593	2
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (3)	401 885	338 914
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	17 322	45 444
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Excédent attribué ou déficit transféré (III)		
Déficit supporté ou excédent transféré (IV)		
PRODUITS FINANCIERS		
De participations (4)		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)		
Autres intérêts et produits assimilés (4)	2	2
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	2	2
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées (5)		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)		
2 - RESULTAT FINANCIER (V-VI)	2	2
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)	17 320	45 446

COMPTES DE RESULTAT

		31/12/2006	31/12/2005
		Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		2 807	8 385
Sur opérations en capital		312	
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	(VII)	3 118	8 385
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		109	4 054
Sur opérations en capital		1 125	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	(VIII)	1 234	4 054
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL	(VII-VIII)	1 884	4 331
Impôts sur les bénéfices	(IX)	1 125	1 125
TOTAL DES PRODUITS	(I+III+V+VII)	387 684	392 745
TOTAL DES CHARGES	(II+IV+VI+VIII+IX)	404 244	344 093
5- SOLDE INTERMEDIAIRE		16 560	48 652
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		77 231	21 251
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		53 782	68 377
6- EXCEDENT OU DEFICIT		6 889	1 526
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		2 827	2 599
(2) dont redevances sur crédit-bail mobilier			
dont redevances sur crédit-bail immobilier			
(3) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(4) dont produits concernant des entreprises liées			
(5) dont intérêts concernant des entreprises liées			
VALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits			
Bénévolat			
Prestations en nature			
Dons en nature			
TOTAL			
Charges			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2006 au 31/12/2006

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des points mentionnés au paragraphe "Changements de méthode"
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant du règlement n°99-01 du Comité de la Réglementation Comptable du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations

Immobilisations corporelles & incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires)

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue

- Logiciels	1 ans
- Mobilier	5 à 10 ans
- Matériel de bureau & informatique	3 à 8 ans

En-cours de production de services

Le Chiffre d'Affaires relatif aux contrats à long terme est comptabilisé selon la méthode dite à l'avancement (les opérations concernées font toujours l'objet d'une facturation totale au début de l'opération) Le résultat à terminaison ne pouvant pas être estimé de manière fiable, aucun profit n'est dégagé : les produits dégagés à l'avancement sont pris en compte dans la limite des coûts correspondants. Ainsi, si les produits dégagés se trouvent être supérieurs aux coûts engagés, un produit constaté d'avance est comptabilisé pour le montant de la différence. Le cas échéant, la part des coûts engagés supérieure au montant des produits dégagés fait l'objet d'une comptabilisation en stock de travaux en-cours

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur liquidative du portefeuille de titres détenus par l'association au 31 décembre 2006 s'élève à 19 323 €. Il existe donc une plus value latente de 1 774 € sur ce dernier à cette même date.

Créances & dettes

Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Concernant les créances, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation fonds l'objet d'une comptabilisation dès lors que la convention attributive correspondante a été obtenue

Concernant les subventions d'exploitation faisant l'objet d'une convention triennale, par principe de prudence, les montants à recevoir au titre des exercices ultérieurs font l'objet d'une mention en engagements financiers reçus lorsque le montant de la subvention attendue figurant sur la convention correspondante peut éventuellement être revu à la baisse.

Réciproquement figure en engagements financiers donnés le même montant, les subventions mentionnées ci-dessus étant octroyées pour réaliser des opérations déterminées.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements reçues sont reprises au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement des biens ayant fait l'objet de tels financements

Indemnités de départ à la retraite

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable. L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon retrospective avec prorata temporis sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'association (âge à la date de clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques à l'association (convention collective, hypothèses de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisible du personnel & taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation de 2,5%

Jusqu'au 31 décembre 2005, cette évaluation était réalisée sur la base d'une méthode dite prospective A compter des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006, celle-ci est désormais calculée selon une méthode prospective avec prorata temporis

Les montants éventuellement couverts par une assurance spécifique sont mentionnés en engagements reçus

Droit Individuel à la Formation (DIF)

Les droits acquis par les salariés au regard du DIF à la date de clôture et non utilisés sur la période font l'objet d'un engagement financier donné par l'association. Du fait de sa nature, cet engagement n'est pas valorisé en euros et il est simplement fait mention du volume horaire acquis par les salariés et non réclamé par ces derniers à la date de clôture

Statut fiscal de l'association

Compte tenu de l'évolution législative du 16 juin 2006 relative au traitement des subventions au regard de la TVA et de l'évolution de l'activité de l'association, le statut fiscal de cette dernière peut potentiellement évoluer de manière significative. A ce jour, l'association a été soumise à tous les impôts commerciaux (TVA, Taxe Professionnelle & Impôt sur les sociétés). Du fait des modifications évoquées, nous estimons que l'activité de l'association pourrait être sectorisée : un secteur totalement fiscalisé et l'autre pas. Une demande a été réalisée en ce sens auprès de l'administration fiscale pour valider ce point. Aucune réponse n'a été obtenue à ce jour, raison pour laquelle les comptes ont été arrêtés sur les mêmes bases que les années précédentes. Si l'association devait faire l'objet d'une sectorisation sur le plan fiscal, l'impact de ce changement (non chiffré à ce jour) se traduirait par une amélioration de la situation financière aussi bien en terme de résultat qu'en terme de trésorerie

IMMOBILISATIONS

Cadre A		Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
			Révaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement et de développement			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles			
	Total I			
	Total II	2 467		383
Immobilisations corporelles				
	Terrains			
	Constructions sur sol propre			
	Constructions sur sol d'autrui			
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			
	Installations générales, agencements et aménagements divers			
	Matériel de transport			
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	45 416		5 691
	Emballages récupérables et divers			
	Immobilisations corporelles en cours avances et acomptes			
	Total III	45 416		5 691
Immobilisations financières				
	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations			
	Autres titres immobilisés			
	Prêts et autres immobilisations financières			
	Total IV			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		47 883		6 074

Cadre B		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Révaluations Valeur d'origine
		Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles					
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			2 850	
Immobilisations corporelles					
	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	Constructions sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements, aménagements constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				
	Installations générales, agencements et aménagements divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et informatique, mobilier		3 862	47 245	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Total III		3 862	47 245	
Immobilisations financières					
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières				
	Total IV				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			3 862	50 095	

AMORTISSEMENTS

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement et de développement	Total I				
Autres immobilisations incorporelles	Total II	2 087	687		2 774
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Instal générales, agenc et aménag constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements et aménagements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier		42 626	3 467	3 862	42 232
Emballages récupérables et divers					
	Total III	42 626	3 467	3 862	42 232
TOTAL GENERAL (I + II + III)		44 713	4 154	3 862	45 006

Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOIR							
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets amort. à fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Immo. incorporelles							
Frais d'établissement							
Aut immo. incorp.							
	Total I						
Immo. corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst gén, agenc amén const							
Inst techn, mat outil indus							
Inst gén, agenc, amén divers							
Matériel de transport							
Mat bureau, inform, mobilier							
Emballages récup et divers							
	Total III						
TOTAL GENERAL (I+II+III)							

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
	Montant net début d'ex.	Augmentations	Dotations ex. aux amort.	Montant net en fin d'ex.
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations exercice	Diminutions : Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av 01/01/92				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total I				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges				
Total II		1 125		1 125
Provisions pour dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients, usagers, adhérents				
Autres provisions pour dépréciations				
Total III				
TOTAL GENERAL (I + II + III)		1 125		1 125
Dont dotations et reprises		- d'exploitation		
		- financières		
		- exceptionnelles	1 125	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A l'an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1)				
Autres immobilisations financières				
De l'actif circulant				
Clients, usagers, adhérents douteux ou litigieux				
Autres créances clients, usagers, adhérents				
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Partenaires divers				
Charges constatées d'avance				
Total		236 247	236 247	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A l'an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1)					
Fournisseurs et comptes rattachés					
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Confédération, fédération, union, associations affiliées					
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
Total		218 680	218 680		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Libelle	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D=A+B-C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	28 633	1 526		30 160
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
- Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	1 526	6 889	1 526	6 889
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- apports				
- legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		3 144	312	2 832
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Total	30 160	11 559	1 838	39 881

TABLEAUX DE SUIVI DES FONDS DEDIES

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nulles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
fonds dédiés sur subventions	100 377	100 377	78 029	53 782	76 130
Total	100 377	100 377	78 029	53 782	76 130

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nulles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
ons manuels					
Total					
Legs et donations					
Total					
Total					

PRODUITS A RECEVOIR

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2006	31/12/2005
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		1 135
Autres créances	3 122	646
Divers produits à recevoir	2 372	646
Etat - produits à recevoir	750	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	3 122	1 781

CHARGES A PAYER

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2006	31/12/2005
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
des fournisseurs et comptes rattachés	10 406	8 218
Dettes fiscales et sociales	23 702	24 846
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :		
Total	34 108	33 064

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits constatés d'avance	31/12/2006	31/12/2005
Produits d'exploitation	64 112	53 869
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	64 112	53 869

Charges constatées d'avance	31/12/2006	31/12/2005
Charges d'exploitation	2 536	2 318
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	2 536	2 318

DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

		31/12/2006	31/12/2005
Sur opérations en capital			
67800000	AUIRES CHARGES EXCEPTION	109	4 054
	Total	109	4 054
Dotations aux amortissements et provisions			
68750000	DOI PROV RISQ & CHARG EXC	1 125	
	Total	1 125	
TOTAL GENERAL		1 234	4 054

DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

		31/12/2006	31/12/2005
Sur opérations de gestion			
77180001	PROD EXCEPT /OPER GESTION	2 807	8 385
	Total	2 807	8 385
Sur opérations en capital			
77700000	SUBV INVEST VIREES RESUI I	312	
	Total	312	
TOTAL GENERAL		3 119	8 385

Contributions volontaires en nature non comptabilisées

Nature :

Mise à disposition des locaux dans lesquels est situé le siège social par le Conseil Général à titre gratuit

Non valorisé

Importance :

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Articles 24-9 et 24-16)

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals, cautions et garanties	
Engagements de crédit-bail mobilier	9 373
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés	22 445
Autres engagements donnés :	
Droit Individuel à la Formation (DIF)	236 heures
Opérations à réaliser dans le cadre de subventions triénales	582 557
Total (1)	614 375

*(1) Dont concernant**- les dirigeants**- les filiales**- les participations**- les autres entreprises liées**Dont engagements assortis de sûretés réelles*

Engagements reçus	Montant
Subventions triénales à recevoir	582 557
Total (2)	582 557

*(2) Dont concernant**- les dirigeants**- les filiales**- les participations**- les autres entreprises liées**Dont engagements assortis de sûretés réelles*

Engagements réciproques	Montant
Total	

CREDIT BAIL

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 53)

Postes du bilan	Valeur d'origine	Dotations théoriques aux amortissements		Valeur nette théorique	Redevances	
		exercice	cumulées		exercice	cumulées
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	11 511	1 820	11 511		2 884	11 395
Immobilisations en cours						
Total	11 511	1 820	11 511		2 884	11 395

Postes du bilan	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel	Montant pris en charge dans l'exercice
	A un an au plus	A plus d'un an et moins de cinq ans	A plus de cinq ans	Total		
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	2 884	6 489		9 373	244	2 827
Immobilisations en cours						
Total	2 884	6 489		9 373	244	2 827